

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2019

Objet n° 24 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; MM. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksai, Échevins; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, M. Thomas Eraly, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, M. Quentin van den Hove, Mme Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Emilie Desmedt, Conseiller communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Emin Ozkara, Mme Claire Geraets, M. Youssef Hammouti, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement-taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux- Exercices 2020 à 2024 – Renouvellement et modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 4 et 13 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu la délibération du 17 décembre 2014, votant la modification du règlement relatif à la taxe sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci, pour les exercices 2015 à 2019 ;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance 14 juin 2012 relative aux déchets et le règlement régional du 19 décembre 2008 relatif à l'enlèvement par la collecte des immondices ;

Vu les bilans statistiques du service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, notamment ceux de l'année 2018 et du dernier trimestre 2019 indiquant une forte augmentation des salissures sur l'espace public nécessitant un nombre croissant d'intervention du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts ;

Vu le bilan et le programme de la cellule pédagogique du service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, visant à informer et sensibiliser les schaarbeekoïses depuis leur enfance au respect de la propreté dans l'espace public ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer des recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que les communes ont entre autres compétences d'assurer et de rétablir la propreté publique et qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens à cet objectif ;

Considérant que les agents communaux du service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts effectuent en moyenne 6.500 interventions par mois pour l'enlèvement des déchets sauvages sur l'espace public et collectent en moyenne 19 tonnes de déchets par jour sur l'espace public (hors collecte des sacs-poubelles effectuée par l'Agence Bruxelles-Propreté et nonobstant le balayage communal des rues, effectué au minimum 5 jours sur 7) ;

Vu la nécessité de prévoir un traitement différencié en fonction de la nature et du volume de l'objet déposé clandestinement en raison des difficultés liées à son enlèvement ;

Considérant qu'une différenciation raisonnable du montant de la taxe par sac d'immondices abandonné en fonction de sa conformité ou non avec les réglementations régionales et communales s'impose ;

Que ceci incite au respect des réglementations précitées ;

Que pour le sac, récipient ou paquet d'immondice présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le service compétent, l'existence du fait générateur doit s'apprécier en tenant compte de l'article 22, alinéa 5, du règlement général de police de la Commune ;

Considérant que l'entreposage irrégulier d'un conteneur à déchets sur la voie publique nuit à la libre circulation des personnes et/ou des véhicules et induit potentiellement des atteintes à la propreté publique ;

Vu la nécessité de prévoir sur ce point un traitement différencié en fonction de la qualité du redevable de la taxe, privée ou professionnelle ;

Considérant que l'utilisation des conteneurs à déchets commerciaux s'avère dans la pratique spécifiquement problématique pour la propreté et la commodité de passage ; que l'utilisation d'un conteneur commercial permet le bon déroulement d'une activité commerciale, laquelle génère des revenus ; qu'il s'indique d'assurer la nécessaire sensibilisation des commerces au volume de leurs déchets ; que les commerces étant souvent regroupés sur une même artère, côte à côte, les conteneurs s'avoisinent pas définition, risquant de nuire à la sécurité des piétons et des véhicules ;

Considérant que l'un des objectifs du présent règlement est de dissuader l'accomplissement de tels faits portant ou pouvant porter atteinte à la propreté publique ;

Considérant que la nécessaire lutte contre les actes de malpropreté justifie l'application d'une majoration de la taxe à toutes les formes de salissures en cas de récidive ;

Considérant qu'il convient de promouvoir la propreté publique et de responsabiliser davantage le citoyen en cette matière ;

Considérant à cet égard que la cellule pédagogique d'éducation à la propreté et au respect de la nature prend en charge l'important volet lié à l'information (notamment aux primo-arrivants) et à la sensibilisation (organisation d'activités dans les écoles, partenariats avec les asbl locales/comités de quartier afin de promouvoir et favoriser les initiatives citoyennes (par exemple « Schaerbeek Tout Propre »), et participe à des événements thématiques ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 décembre 2019 et le dossier administratif, lequel reprend notamment les règlements antérieurs taxant les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

SECTION I - Dispositions relatives à la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures autres que ceux concernant les conteneurs à déchets commerciaux

Article 1

Il est établi pour les exercices 2020 à 2024 une taxe communale sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Sont visés :

1. le dépôt ou l'abandon de déchets ou d'objets en dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ainsi que le dépôt de sacs de déchets dans une corbeille publique ;

Au sens du présent règlement, les déchets sont toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ;

1. le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement, ainsi que le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices dans les fosses d'arbres ;

Au sens du présent règlement, les immondices sont les déchets provenant de l'activité normale des ménages ;

1. le fait d'apposer ou de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé ;
2. le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.

Article 2

La taxe est due solidairement par :

1. la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, lorsque le dépôt ou l'abandon est effectué sur la voie publique, ou, dans les autres cas, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, ou l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué ;
2. le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des articles 1384 à 1386 du Code civil qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;
3. le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a apposé ou collé l'affiche ou l'autocollant ;
4. la personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

Article 3

Les taux de la taxe fixés sont :

par m² de voirie salie à l'occasion d'un chantier (par exemple par le passage d'un engin tel que, notamment, une grue ou un camion). En tout état de cause, un montant minimal de € 500,00 sera perçu (TAUX 1)	20,00 €
pour toute salissure occasionnée par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde (TAUX 2)	135,00 €
par avaloir bouché (TAUX 3)	180,00 €
par sac, récipient ou paquet d'immonce destiné à l'enlèvement des immondices à domicile, présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, lieu de dépôt) mais en dehors des heures de collecte, ou par sac, récipient ou paquet d'immonce présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le service compétent (TAUX 4)	90,00 €
par sac, récipient ou paquet d'immonce présenté sans respect des dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, paquet compact muni d'un lien solide, récipient conforme, poids maximum, nature des déchets, heure et lieu de dépôt), en telle sorte qu'il n'est pas pris en charge par le service compétent (TAUX 5)	180,00 €
par m³ de déchets contenant du papier et/ou du carton non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1 m³ (TAUX 6)	275,00 €
par m³ d'engrais, sacs, récipients, objets ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices, à l'exception des déchets de papier, de carton, de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1 m³ (TAUX 7)	455,00 €
par m² ou fraction de m² de superficie salie par des affiches ou autocollants. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une surface minimale d'1 m². (TAUX 8)	245,00 €
par m³ de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1 m³ (TAUX 9)	895,00 €

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%

SECTION II – Dispositions spécifiques aux conteneurs à déchets commerciaux

Article 4

Il est établi pour les exercices 2020 à 2024 une taxe communale sur les conteneurs à déchets commerciaux présents sur la voie publique en dehors des jours, heures ou lieux prévus pour leur enlèvement.

Article 5

La taxe est due par l'utilisateur du conteneur ou, à défaut d'identification de l'utilisateur, par la personne qui met à disposition de l'utilisateur le conteneur ou, à défaut d'identification de cette personne, par le propriétaire du conteneur.

Article 6

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

par conteneur à déchets commerciaux présent sur la voie publique en dehors des jours, heures ou lieux mentionnées dans le contrat d'enlèvement passé avec « Bruxelles-Propreté » ou avec un opérateur agréé, étant entendu qu'une tolérance de 2 heures sera d'application en ce qui concerne les heures d'entreposage indiquées dans le contrat :	
• conteneur de 240 litres (TAUX 10)	90,00
• conteneur de 660 litres (TAUX 11)	180,00
• conteneur de 1.110 litres (TAUX 12)	270,00

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%

Article 7

Les utilisateurs de conteneurs à déchets doivent indiquer sur ceux-ci les informations suivantes :

- Propriétaire du conteneur (ABP/organisme agréé/commerçant)
- Nom et adresse de l'établissement qui utilise le conteneur
- Numéro d'entreprise
- Organisme chargé de la collecte (ABP ou collecteur agréé)
- Jours de collecte
- Heures de collecte
- Endroit de la collecte (nom de rue et numéro)

En cas d'absence d'indication des données reprises ci-dessus, l'utilisateur du conteneur se verra infliger une amende administrative d'un montant de :

- 100 € en cas de premier constat d'infraction ;
- 250 € en cas de second constat d'infraction ;
- 500 € pour les constats postérieurs.

Un délai de 1 mois doit toutefois séparer deux constats d'infraction.

SECTION III – Dispositions communes

Article 8

Toute infraction aux obligations prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, commise par un redevable ou un tiers en lien avec l'établissement d'une taxe prévue par le présent règlement, donne lieu à une amende administrative de :

- 100 € en cas de premier constat d'infraction ;
- 250 € en cas de second constat d'infraction ;
- 500 € pour les constats postérieurs.

Un délai de 1 mois doit toutefois séparer deux constats d'infraction.

Article 9

La taxe est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la commune. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 12

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit (par courrier ou par e-mail), contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe. Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 13

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 17 décembre 2014.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2019.

David Neuprez,

Secrétaire Communal,



Bourgmestre ff-Présidente-Président,

Cécile Jodogne

Secrétaire Communal,

David Neuprez



Cécile Jodogne
Bourgmestre ff-Présidente

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2019

Voorwerp nr 24 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksai, Schepenen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, H. Thomas Eraly, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, H. Quentin van den Hove, Mevr. Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Emilie Desmedt, Gemeenteraadslid.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Emin Ozkara, Mevr. Claire Geraets, H. Youssef Hammouti, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Gemeentebelasting op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze alsmede op containers voor commercieel afval - Aanslagjaren 2020 tot 2024 – Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 4 en 13 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gezien het raadsbesluit van 17 december 2014 stemmend de wijziging van het belastingreglement op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze; voor de aanslagjaren 2015 tot 2019;

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk het artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en het gewestelijk reglement van 19 december 2008 betreffende de verwijdering van afval door middel van ophalingen;

Gezien de statistische rapporten van de dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes, met name die voor 2018 en het laatste kwartaal van 2019 welke wijzen op een sterke toename van de vervuiling van de openbare ruimte en die een toenemend aantal interventies door de dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes vereist;

Gezien het bilan en het programma van de pedagogische cel van de dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes, gericht op het informeren en sensibiliseren van Schaarbeekenaars, vanaf hun kindertijd, tot het respecteren van de netheid in de openbare ruimte;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de gemeenten onder andere bevoegd zijn om de openbare netheid te verzekeren en te herstellen en dat het in dit opzicht toelaatbaar is dat zij burgers een bijdrage doen leveren aan dit doel;

Overwegende dat de gemeentelijke beambten van de dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes gemiddeld 6.500 interventies per maand uitvoeren voor het verwijderen van zwerfafval in de openbare ruimte en gemiddeld 19 ton afval per dag in de openbare ruimte verzamelen (exclusief de inzameling van vuilniszakken welke wordt uitgevoerd door het Agentschap Net Brussel en niettegenstaande het gemeentelijk vegen van de straten, uitgevoerd ten minste 5 van de 7 dagen);

Gezien de noodzaak om te voorzien in een verschillende behandeling, afhankelijk van de aard en het volume van het clandestien gedeponeerd object vanwege de moeilijkheden in verband met de verwijdering ervan;

Overwegende dat een redelijke differentiatie van het bedrag van de belasting per zak afval achtergelaten noodzakelijk is volgens de overeenstemming ervan of niet met de gewestelijke en gemeentelijke voorschriften;

Dat dit de naleving van de bovengenoemde voorschriften bevordert;

Dat voor de zak, recipiënt of huisvuilpakket die is ingediend in overeenstemming met de regionale en gemeentelijke voorschriften (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar werd niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde dienst, het ontstaan van een belastbaar feit veroorzaakt door de inachtneming van artikel 22, alinea 5, van het algemene politiereglement van de gemeente;

Overwegende dat de onjuiste opslag van een afvalcontainer op de openbare weg het vrije verkeer van personen en / of voertuigen

belemmert en mogelijk leidt tot inbreuken op de openbare netheid (clandestiene stortingen, enz.);

Gezien de noodzaak om op dit punt een gedifferentieerde behandeling te voorzien, afhankelijk van de hoedanigheid van de belastingbetaler, particulier of professioneel;

Overwegend dat het gebruik van containers voor commercieel afval in de praktijk specifiek problematisch is voor de netheid en het gemak van doorgang; dat het gebruik van een commerciële container de goede werking van een commerciële activiteit mogelijk maakt, wat inkomsten genereert; dat het is aangewezen is om voor de nodige sensibilisering te zorgen bij de bedrijven voor hun hoeveelheid afval; dat de winkels vaak gegroepeerd zijn in dezelfde straat, naast elkaar, de containers aan elkaar grenzen, dit per definitie gevaarlijk is voor de voetgangers en voertuigen;

Overwegende dat één van de doelen van dit reglement het ontmoedigen is van de totstandkoming van dergelijke feiten die de openbare netheid schaden of kunnen schaden;

Overwegende dat de noodzakelijke strijd tegen daden van vervuiling de toepassing van een verhoging van de belasting op alle vormen van vuil rechtvaardigt in geval van recidive;

Overwegende dat het noodzakelijk is de openbare netheid te bevorderen en de verantwoordelijkheid van de burger op dit gebied te vergroten;

Overwegende dat in dit verband, de pedagogische cel voor sensibilisering in netheid en respect voor de natuur, zorgt voor het belangrijke aspect met betrekking tot informatie (vooral voor nieuwkomers) en bewustmaking (organisatie van activiteiten in scholen, samenwerkingsverbanden met lokale verenigingen / wijkcomités om burgerinitiatieven te promoten (bijv. "Schaarbeek in het Net"), en deel te nemen aan thematische evenementen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2019 en het administratief dossier, die met name de vorige belastingreglementen bevat op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

AFDELING I – Bepalingen aangaande de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling andere dan deze betreffende containers voor commercieel afval

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2020 tot 2024 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Worden bedoeld:

1. het plaatsen of achterlaten van afval of objecten buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen of iedere plaatsing van een zak met afval in een openbare afvalbak;

In de zin van het huidige reglement, verwijst afval naar elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen;

1. het plaatsen of achterlaten van huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan, evenals het storten of achterlaten van huisvuil of afval gelijkgesteld met huisvuil in een boomkuil;

In de zin van het huidige reglement, is huisvuil afval van normale huishoudelijke activiteiten;

1. het ophangen of aanplakken van affiches of zelfklevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk;
2. het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.

Artikel 2

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door:

1. de persoon die het afval achterlaat of de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had, als dit is gebeurd op de openbare weg, en in de andere gevallen, de auteur, de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had of de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt;
2. de eigenaar, de verantwoordelijke of de houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van artikel 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht;
3. de eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche heeft opgehangen of opgeplakt of de zelfklever;
4. de persoon die een handeling stelt die in de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

Artikel 3

De vastgestelde aanslagvoeten zijn:

per m² vervuilde weg veroorzaakt door een werf (bvb. door het doorrijden van een werfvoertuig zoals een vrachtwagen of een kraan). In ieder geval, zal een minimum bedrag van € 500,00 worden aangerekend (VOET 1)	20,00 €
voor elke vervuiling veroorzaakt door een persoon of door het ding, het dier of de persoon over wie hij/zij de hoede heeft (VOET 2)	135,00 €
per verstopte straatkolk (VOET 3)	180,00 €
per zak, recipiënt of huisvuilpakket bestemd voor huisvuilophaling, buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, plaats van buitenzetten), maar buiten de voorziene uren voor de ophaling, of de zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde dienst (VOET 4)	90,00 €
per zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet niet-conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, compact pakket dat stevig is ingebonden, conform recipiënt, maximaal gewicht, aard van het afval, op de voorziene uren en plaatsen), op zodanige wijze dat hij niet werd opgehaald door de bevoegde diensten (VOET 5)	180,00 €
per m³ afval bestaande uit papier en/of karton dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m³ worden aangerekend (VOET 6)	275,00 €
per m³ grof vuil, zakken, recipiënten, voorwerpen of afval dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling, met uitzondering van papier, karton, bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfstenen, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m³ worden aangerekend (VOET 7)	455,00 €
per m² of per fractie m² bevuilde oppervlakte door een affiche of zelfklever waarbij een minimale oppervlakte van 1m² zal worden aangerekend. (VOET 8)	245,00 €
per m³ bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfstenen, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m³ worden aangerekend (VOET 9)	895,00 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%

AFDELING II – Specifieke bepalingen betreffende containers voor commercieel afval

Artikel 4

Voor de aanslagjaren 2020 tot 2024 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op de containers voor commercieel afval zich bevindend op de openbare weg buiten de dagen, uren en plaatsen voorzien voor hun inzameling.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de gebruiker van de container of, bij gebrek aan identificatie van de gebruiker, door de persoon die de container beschikbaar stelt aan de gebruiker of, bij gebrek aan identificatie van die persoon, door de eigenaar van de container.

Artikel 6

De vastgestelde aanslagvoet is:

per container voor commercieel afval zich bevindend op de openbare weg buiten de dagen, uren en plaatsen vermeld in het contract met "Net Brussel" of met een erkende operator, met dien verstande dat een tolerantie van 2 uur van toepassing is op uren gespecificeerd in het contract:	
• container van 240 liter (VOET 10)	90,00 €
• container van 660 liter (VOET 11)	180,00 €
• container van 1.110 liter (VOET 12)	270,00 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%

Artikel 7

De gebruikers van afvalcontainers moeten op deze de volgende informatie vermelden:

- Eigenaar van de container (ANB/erkende organisatie/handelaar)
- Naam en adres van de vestiging die de container gebruikt
- Ondernemingsnummer
- Organisatie belast met de inzameling (ANB of erkend ophaler)
- Ophaaldagen
- Ophaaltijden
- Locatie van inzameling (straatnaam en nummer)

Bij gebrek aan een indicatie van de bovenstaande gegevens zal de gebruiker van de container een administratieve boete ontvangen van:

- 100 € in geval van een eerste vaststelling van inbreuk;
- 250 € in geval van een tweede vaststelling van inbreuk;
- 500 € voor iedere verdere vaststelling.

Een periode van 1 maanden moet echter de twee vaststellingen van inbreuk scheiden.

AFDELING III – Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 8

Elke schending, van de verplichtingen van artikel 6 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gepleegd door een belastingplichtige of een derde in verband met de vaststelling van een belasting waarin dit reglement voorziet, veroorzaakt een administratieve boete ontvangen van:

- 100 € in geval van een eerste vaststelling van inbreuk;
- 250 € in geval van een tweede vaststelling van inbreuk;
- 500 € voor iedere verdere vaststelling.

Een periode van 1 maanden moet echter de twee vaststellingen van inbreuk scheiden.

Artikel 9

De belasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de gemeente. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten koiere gebracht.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 12

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen (per brief of per e-mail) tegen de geheven belasting, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 13

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2020 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 17 december 2014.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2019.
Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Cécile Jodogne
wnd Burgemeester-Voorzitster